

## **LA GESTION SCOLAIRE : APPEL À LA SOLIDARITÉ**

La présidente de l'ACFA, Mme Louise Villeneuve, les représentants des conseils scolaires et de coordination, la présidente de la Fédération des parents et trois députés, Paul Langevin, Denis Ducharme et Glen Clegg rencontraient M. Gary Mar, ministre de l'éducation, le lundi 18 janvier 1999. Afin de mieux saisir le but de cette rencontre et l'ampleur du problème concernant la gestion scolaire, Le Franco a rencontré Mme Louise Villeneuve pour recueillir ses propos autour de cette affaire.

Selon Mme Villeneuve, la proposition faite au ministre découlait d'une résolution de la Fédération des conseils scolaires prise la veille. Suite aux recommandations, il a été demandé au ministre un moratoire d'un an ainsi que la formation d'un comité de représentants de toutes les régions scolaires de l'Alberta et des représentants de la communauté francophones, l'ACFA, la FPFA et les députés. Mais pour la présidente de l'ACFA : « ceci représente le minimum de ce que l'on veut. En réalité, nous voulons et, c'est la position de l'ACFA, quatre conseils scolaires. Les trois conseils actuels plus Calgary comme quatrième région ».

Lors de cette rencontre, M. Mar serait resté plutôt impassible devant de telles propositions, il a cependant démontré une certaine flexibilité face au choix des représentants en indiquant qu'il serait prêt à les choisir parmi les représentants actuels. Il est important de souligner ici que M. Mar avait laissé savoir le 23 décembre dernier que « l'autorité francophone de l'Alberta se composerait de huit membres nommés par le ministre d'ici le 1er avril 1999 et que ces derniers assumeraient leurs fonctions jusqu'à la prochaine élection générale des autorités locales en 2001 ».

Pour Mme Villeneuve, « la position du ministre Mar va à l'encontre de la gestion que le gouvernement fait des autres dossiers. Le gouvernement veut décentraliser et l'a montré dans des domaines comme la santé. Alors on demande au gouvernement de faire la même chose pour les francophones. On veut des conseils scolaires dans les régions avec les gens des régions ». Pour la grande majorité des personnes présentes lors de la rencontre, la marche à suivre est très claire, si le ministre ne bouge pas dans les semaines à venir alors la prochaine étape sera de rencontrer le premier ministre de la province, M. Ralph Klein. C'est d'ailleurs le mandat qu'a reçu Mme Louise Villeneuve lors du dernier Bureau des présidents(e)s des ACFA régionales le 16 janvier dernier.

En outre, la présidente de l'ACFA se dit surprise que l'on puisse comparer la gestion scolaire franco-manitobaine avec celle proposée pour l'Alberta. Selon elle, « la communauté franco-manitobaine est beaucoup plus regroupée géographiquement que la communauté franco-albertaine. Quand les conseillers scolaires s'en vont en réunion, ils peuvent retourner coucher chez eux le soir. La situation en Alberta est différente due à l'immensité du territoire à couvrir. Quelqu'un devra éventuellement venir de Falher pour aller à une réunion à Edmonton. Au-delà de la question de la représentativité, il faut aussi prendre en considération la distance et les dépenses.

De plus, d'après ce que j'ai pu lire dans le journal La Liberté, le conseil scolaire francophone manitobain a un déficit d'un million de dollars. On sait aussi qu'ils ont l'intention de demander 135 millions de dollars sur 5 ans au gouvernement fédéral pour leur gestion scolaire. Pour un modèle parfait, le côté économique n'est pas très très fort, à mon avis. De plus, on m'a dit de vive voix, que malgré le regroupement géographique des francophones, les régions rurales ne sont pas satisfaites de cette gestion ».

D'après Mme Villeneuve, même s'il existe une certaine solidarité autour de la question, notamment de la part de certains députés, de la Fédération des parents, des conseils scolaires, du conseil de coordination de Calgary et du Alberta School Board Association (qui dans une lettre datée du 18 janvier 1999 stipulait son appui à la communauté francophone et demandait au ministre Mar de reconsidérer sa décision) il existe un danger de division. « Il est impensable de croire qu'avec un seul représentant, la population des deux régions du Nord va être entendue auprès d'un conseil scolaire qui sera si grand. D'ailleurs M. Léo Piquette m'a fait remarquer que si l'ACFA est toujours aussi vivante et aussi forte c'est parce qu'elle a des régions. M. Piquette a raison, si l'on veut se sentir écouté, impliqué, il faut avoir nos représentants chez nous. Je fais donc appel à la solidarité de toutes les régions dans cette affaire. Si ça va mal en gestion scolaire, il y a bien des risques que le reste de la communauté francophone aille mal aussi. On est une communauté dynamique, j'en suis fière alors soyons solidaire. »

**Nathalie Kermoal**

**Le Franco, Edmonton**

**Semaine du 29 janvier au 4 février 1999**